

L'OUTAOUAIS SOUS LA LOUPE

DÉCEMBRE 2018 - JANVIER 2019



Observatoire
du développement
de l'Outaouais

GROS PLAN SUR...

LES ENJEUX SOCIAUX EN OUTAOUAIS :
UNE QUESTION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

2

L'ENTREVUE

ET SI L'ON PASSAIT À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE?

9

À L'HORIZON

LA MISE À JOUR DU PORTRAIT DES COMMUNAUTÉS DE L'OUTAOUAIS

10

BON À SAVOIR

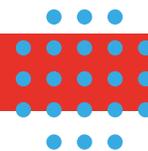
RECENSION D'ÉTUDES, RAPPORTS ET DOCUMENTS
SUR PLUSIEURS ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS

11

COUP D'ŒIL SUR L'ODO

QUE SE PASSE-T-IL À L'ODO ?

12



LES ENJEUX SOCIAUX EN OUTAOUAIS : UNE QUESTION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

par Lynda Gagnon, agente de recherche à l'ODO

La Tournée des territoires effectuée au printemps 2018 a mis en lumière la diversité des visages de l'Outaouais, ses richesses, ses défis ainsi que les disparités importantes qui caractérisent la région. Dans le cadre de nos échanges avec les quelque 260 acteurs du développement rencontrés pendant cette activité, les enjeux sociaux ont occupé une large place dans les discussions. L'accès aux services de proximité, en particulier, est ressorti comme une préoccupation transversale et commune à tous les territoires. Dans ce numéro de *L'Outaouais sous la loupe*, nous revenons sur les principaux enjeux sociaux révélés par cet exercice et tentons de démontrer leur impact sur le développement économique de la région à partir d'une synthèse analytique des plus récentes données disponibles. Pour en savoir plus sur la Tournée des territoires, consultez notre [Rapport synthèse](#).

Parmi les nombreux enjeux de développement social vécus sur leurs territoires respectifs, les acteurs des MRC rurales sont fortement préoccupés par la dévitalisation des communautés et par la dégradation des conditions de vie en milieu rural. Le manque d'occasions de formation professionnelle et postsecondaire, la demande accrue de main-d'œuvre et l'inadéquation entre les emplois offerts et les compétences disponibles, les services de transport insuffisants et l'offre limitée de divertissements et de loisirs provoquent l'exode des jeunes. Partout, la perte de services constitue un frein majeur aux efforts déployés pour retenir la population et attirer de nouvelles entreprises et de jeunes familles. Dans les secteurs urbains et périurbains, l'efficacité du transport collectif, l'abordabilité des logements et les défis associés à la situation frontalière, comme les disparités dans l'offre de services de santé et de programmes d'éducation postsecondaire, sont des préoccupations prédominantes.

L'accès à Internet est un autre enjeu qui a beaucoup retenu l'attention. Rappelons que de nombreuses communautés de l'Outaouais sont toujours privées d'une connexion à haute vitesse et d'un réseau de téléphonie mobile malgré les engagements répétés du gouvernement d'étendre la couverture de ce service, devenu essentiel, à l'ensemble des territoires. Il a aussi été question de promotion de la santé et des saines habitudes de vie, un enjeu étroitement lié à l'éducation et aux conditions de vie. À ce chapitre, les acteurs ont fait valoir que les lacunes en éducation et en services sociaux ont un impact sur les jeunes en difficulté et constituent un important facteur de défavorisation. Enfin, l'enjeu de la cohésion sociale, relié à la cohabitation sur le territoire de communautés francophones, anglophones et autochtones, ainsi

que les questions d'identité et d'appartenance, qui touchent l'ensemble des territoires de la région, ont aussi mobilisé une partie des discussions. Tous ces enjeux, comme nous le verrons dans les pages qui suivent, convergent vers une problématique transversale d'accès aux services de proximité, laquelle est intimement liée à la capacité des territoires de retenir leur population et d'attirer de nouveaux arrivants, qu'il s'agisse d'immigrants, de travailleurs ou d'entrepreneurs.

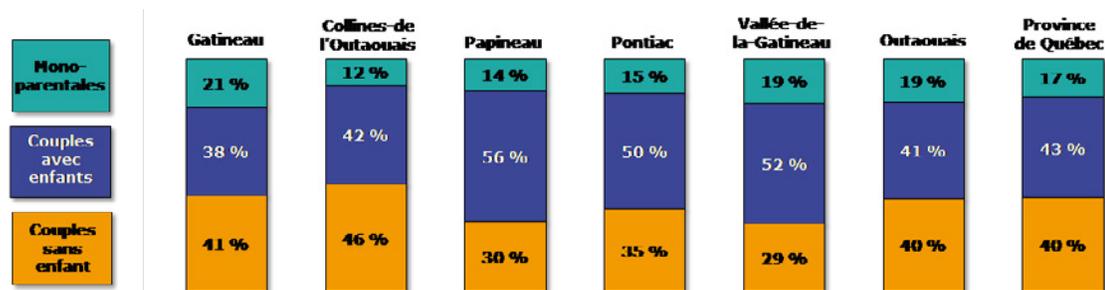


Photo : Tournée des territoires, MRC Vallée-de-la-Gatineau, 15 mars 2018

Un bref portrait socioéconomique de la population

La population de l'Outaouais est relativement jeune comparativement au reste du Québec¹ et se compose d'une part à peu près égale de ménages formés d'un couple sans enfant (40 %) et de couples avec enfants (41 %). Près d'une famille avec enfants sur cinq (19 %) est monoparentale. L'Outaouais se classe dans le peloton de tête des régions comptant la plus forte proportion de familles avec enfants (au 4^e rang sur 17), et au 3^e rang après le Nord-du-Québec et Montréal pour la proportion de familles monoparentales. La très grande majorité des familles (près de 85 %) comptent seulement 1 ou 2 enfants, et les trois quarts des familles

Figure 1 : Répartition en pourcentage des familles de recensement selon le type de ménages par MRC, en Outaouais et au Québec



Source : Données du recensement de 2016, Statistique Canada

monoparentales de l'Outaouais sont dirigées par une femme. Les personnes vivant seules forment quant à elles 13 % de la population. C'est dans la Vallée-de-la-Gatineau que les personnes seules sont les plus fortement représentées, avec 16 %, alors qu'elles sont très peu nombreuses dans les Collines-de-l'Outaouais (8 %).

L'Outaouais affiche de grandes disparités au niveau du revenu des familles avec le 3e taux de faible revenu le plus élevé (7,8 %) après le Nord-du-Québec et Montréal (qui sont tous les deux à 14 %) et, en même temps, le 3e revenu médian après impôt le plus élevé (76 350 \$ en dollars constants de 2015) après le Nord-du-Québec (81 850 \$) et la Côte-Nord (76 820 \$). Cette situation s'explique par des écarts de salaire importants en fonction des divers types d'emplois occupés selon les MRC, et notamment par la présence de la fonction publique fédérale. Les compressions budgétaires et les coupures de poste qui ont touché ce secteur il y a quelques années ont toutefois ralenti la progression des revenus, qui ont varié d'à peine 1 % entre 2011 et 2015 en Outaouais, comparativement à 4,2 % pour l'ensemble du Québec. La situation des familles monoparentales de la région est aussi particulièrement préoccupante, avec un taux de faible revenu de près de 25 %, comparativement à 23,3 % pour l'ensemble du Québec. Le revenu médian de ces familles s'établit à 43 840 \$ et a connu la plus faible variation de tout le Québec entre 2011 et 2015 (+3,9 % comparativement à une hausse moyenne de 7,2 % pour l'ensemble du Québec).

Le revenu disponible par habitant, c'est-à-dire le revenu qui reste aux particuliers pour l'achat de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire, connaît lui aussi une croissance nettement plus faible depuis quelques années en Outaouais. Avec un revenu disponible par habitant de 26 030 \$, la région a glissé du sixième au onzième rang des régions administratives. Le Pontiac et la Vallée-de-la-Gatineau arrivent aux 7e et 8e rang des 10 MRC du Québec ayant le plus faible revenu disponible par habitant (autour de 23 400 \$), alors que la MRC des Collines se situe dans la fourchette supérieure avec un revenu disponible par habitant de 29 665 \$. La Ville de Gatineau, à 25 837 \$, et Papineau, à 24 495 \$, se situent sous la moyenne québécoise de 27 723 \$. Mentionnons aussi que les revenus tirés de sources gouvernementales tels que les pensions de vieillesse, les prestations d'assurance-emploi et l'assistance sociale, qui entrent dans le calcul du revenu disponible, sont globalement moins élevés en Outaouais que partout ailleurs au Québec (5 670 \$ versus 6 351 \$ pour

l'ensemble du Québec). Cette situation s'explique entre autres par le fait que les montants versés au titre des prestations du RRQ, du RPC, de la Sécurité de la vieillesse et du SRG sont moins importants en raison de l'âge plus jeune de la population. Pour la même raison, les prestations familiales et parentales sont quant à elles plus importantes.

Enfin, le taux de travailleurs de 25 à 64 ans est globalement en décroissance dans la région depuis 2012, et se situait légèrement sous la moyenne québécoise en 2017 (76,2 % contre 77 %) alors qu'une nette progression est observée à cet égard dans la grande majorité des MRC du Québec. On observe cependant d'importantes disparités infrarégionales à ce chapitre, alors qu'environ 17 points de pourcentage séparent le taux de travailleurs de la Vallée-de-la-Gatineau (61,7 %) de celui de la MRC des Collines (78,8 %) et de Gatineau (78,1 %). Le vieillissement accéléré de la population a évidemment une incidence sur la baisse du taux de travailleurs dans les MRC rurales du Pontiac (63,2 %), de la Vallée-de-la-Gatineau et de Papineau (66,1 %), qui font partie des MRC ayant les taux de travailleurs les plus faibles au Québecⁱⁱ.

La question du logement : pénurie, qualité et abordabilité

L'accessibilité au logement est au cœur de la problématique de l'accès aux services et de la difficulté des territoires à retenir leur population et à attirer de nouveaux arrivants. Cette préoccupation, qui touche l'ensemble de la région, prend cependant diverses formes selon les territoires. En région rurale, on s'inquiète entre autres de la pénurie de logements convenables et de l'impact de l'effritement des services de proximité sur le maintien des personnes âgées dans les communautés, tandis que l'abordabilité des logements semble être un enjeu plus criant en milieu urbain, même s'il s'agit

L'Outaouais affiche de grandes disparités au niveau du revenu des familles avec le 3e taux de faible revenu le plus élevé après le Nord-du-Québec et Montréal et, en même temps, le 3e revenu médian après impôt le plus élevé après le Nord-du-Québec et la Côte-Nord.

d'une préoccupation commune à tous les territoires. Soulignons qu'un ménage est considéré comme habitant un logement non abordable lorsqu'il doit consacrer 30 % ou plus de son revenu total aux frais de logement, ce qui est le cas d'environ un ménage sur cinq dans la région. En général, cette situation touche davantage les locataires que les propriétaires. Selon les données du recensement, en Outaouais, 11,8 % des propriétaires de leur logement et 35,6 % des locataires vivaient dans un logement non abordable en 2016.

En ce qui concerne le marché locatif plus particulièrement, la situation du logement à Gatineau est qualifiée de « sévère » selon l'Indice du logement locatif canadien, alors que la ville se classe au 95e rang sur 98 sur l'échelle de santé locativeⁱⁱⁱ pour le Québec. Dans les quatre autres MRC de l'Outaouais, dont la situation est très comparable en termes d'accès au logement^{iv}, la santé locative est jugée « pauvre ». Il convient de préciser à ce sujet qu'en Outaouais, les ménages sont majoritairement propriétaires de leur logement (dans une proportion de 68 % contre 61,3 % pour l'ensemble du Québec), et que c'est justement à Gatineau qu'on retrouve la plus forte proportion de ménages locataires (37 %), alors que seulement un ménage sur 4 ou sur 5 est locataire dans les MRC rurales. Cela dit, ces statistiques territoriales cachent des réalités locales à l'échelle des municipalités. Par exemple, même si le taux de ménages locataires n'est que de 24 % dans la Vallée-de-la-Gatineau, la ville-centre de Maniwaki en compte 52 %.

Plus globalement, les conditions d'habitation des ménages présentent aussi un défi pour une part importante de la population. Le taux des besoins impérieux en matière de logement est une mesure des conditions de vie des ménages privés, locataires et propriétaires, qui tient compte de la taille, de l'état et du coût du logement^v. Selon les données du recensement de 2016, c'est dans le Pontiac et la Vallée-de-la-Gatineau qu'on observe les taux de besoins impérieux en matière de logement parmi les plus élevés au Québec, alors que respectivement 16,2 % et 15,3 % des ménages se retrouvent dans cette situation. Seul le Nord-du-Québec, avec un taux de 16,4 %, les surclasse à ce triste palmarès, tandis que la MRC de Papineau, avec un taux de 14 %, arrive au cinquième rang après Montréal. La MRC des Collines fait une fois de plus classe à part avec un taux de 5,6 %, tandis que Gatineau se situe dans la moyenne (9,3 % comparativement à 9 % pour l'ensemble du Québec). Le tableau 1 ci-contre sur l'évolution des besoins impérieux en matière de logement entre 2006 et 2016 montre que la situation s'est dégradée de façon significative en dix ans dans le Pontiac, la Vallée-de-la-Gatineau et Papineau.

Tableau 1 : Évolution du taux des besoins impérieux en matière de logement, MRC de l'Outaouais et le Québec, données comparatives 2006 à 2016

	2006	2016
Ville de Gatineau	10,8 %	9,3 %
Collines-de-l'Outaouais	7 %	5,6 %
Papineau	7,8 %	14 %
Pontiac	10,6 %	16,2 %
Vallée-de-la-Gatineau	9 %	15,3 %
Québec	10,6 %	9 %

Source : Données du recensement de 2016, Statistique Canada



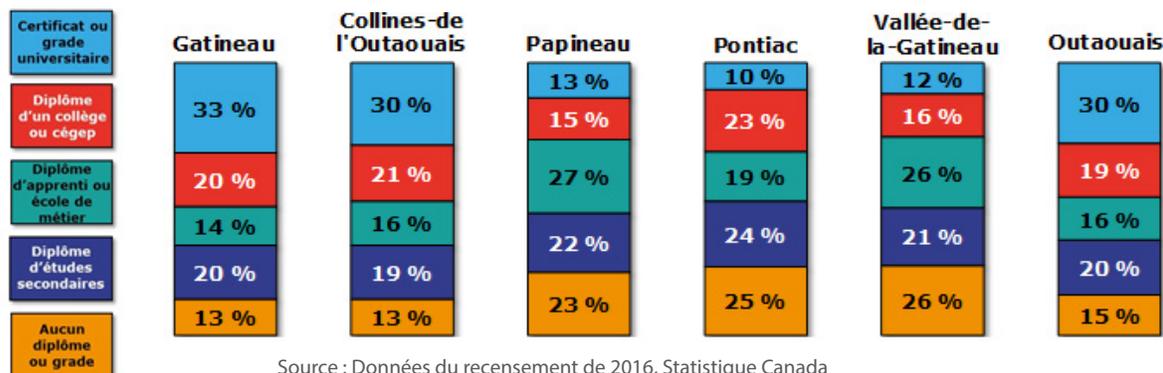
Photo : Tournée des territoires, MRC Pontiac, 22 mars 2018

Éducation et santé : deux secteurs cruciaux pour le développement de l'Outaouais

L'éducation et l'accès à la formation postsecondaire

De façon générale, et ce tant en milieu rural qu'urbain, on attribue en bonne partie l'exode des jeunes à l'insuffisance de l'offre de formation postsecondaire. De l'avis de nombreux acteurs, la clé pour retenir les jeunes en région réside dans la capacité de chaque territoire à offrir une formation sur place et adaptée aux besoins du marché du travail local, actuel et futur. Or, à l'échelle régionale, l'iniquité au niveau du financement et de l'offre de programmes d'études postsecondaires fait en sorte que l'Outaouais perd une part importante de sa relève au profit de l'Ontario.

Figure 2 : Proportion de la population de 25 à 65 ans selon le plus haut diplôme obtenu, 2016



Source : Données du recensement de 2016, Statistique Canada

Le niveau de scolarité de la population de l'Outaouais est globalement similaire à la moyenne québécoise. Parmi les personnes de 25 à 64 ans, 15 % ne détiennent aucun diplôme, 20 % possèdent un diplôme d'études secondaires, 16 % ont un diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers, 19 %, un diplôme collégial, et 30 %, un diplôme universitaire. Ces chiffres cachent cependant de grandes disparités entre les territoires. Ce sont les zones urbaine et périurbaine qui affichent les taux de scolarité les plus élevés avec plus de la moitié de la population de Gatineau et des Collines qui détient un diplôme d'études postsecondaires, tandis que cette proportion se situe autour de 30 % dans les trois MRC rurales. À l'autre bout du spectre, on compte tout de même 13 % de personnes sans diplôme à Gatineau et dans les Collines, et cette proportion grimpe autour d'une personne sur quatre dans Papineau (23 %), le Pontiac (25 %) et la Vallée-de-la-Gatineau (26 %).

Au niveau du taux de diplomation au secondaire^{vi}, la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau se classe au dernier rang au Québec avec seulement un jeune sur deux (54 %) qui réussit à obtenir son DES en 7 ans. Selon les données tirées d'un suivi sur 7 ans de deux cohortes – celles de 1998 et de 2009 – le taux de diplomation dans le Pontiac a reculé de presque 8 points de pourcentage pour la cohorte de 2009 ayant gradué en 2016 (62 %) par rapport au taux de réussite en 2005 de la cohorte de 1998. À l'inverse, dans les Collines-de-l'Outaouais, le taux de réussite a bondi de plus de 17 points de pourcentage dans la même période, pour atteindre 78,5 %, ce qui correspond à la moyenne québécoise. La Ville de Gatineau et la MRC de Papineau ont elles aussi sensiblement amélioré leur performance, faisant passer le taux de diplomation de 62 et 61 % respectivement à 75 et 72 % entre 2005 et 2016.

En ce qui concerne l'inégalité d'accès aux occasions d'apprentissage et de formation postsecondaire, les disparités territoriales sont encore une fois frappantes. Comparativement aux autres régions administratives, l'Outaouais accuse un déficit important de programmes d'études professionnelles (DEP), d'études collégiales (DEC) et d'études universitaires, une situation attribuable au sous-financement chronique de l'éducation postsecondaire dans la région. En 2015, le niveau de financement gouvernemental dans

l'enseignement supérieur en Outaouais représentait seulement 1,6 % du total investi dans ce secteur, pour une région comptant pour 4,7 % de la population du Québec^{vii}.

Tableau 2 : Programmes d'études professionnelles et postsecondaires, Outaouais et régions comparables, 2017

	Outaouais	Saguenay-Lac-St-Jean	Mauricie
Nombre de programmes	Éducation professionnelle (DEP/ASP/AEP)*	44	69
	Collégiaux**	59	111
	Universitaires**	41	61
Ratio par habitants (programmes collégiaux et universitaires)	1 / 3 891 hab.	1 / 1 612 hab.	1 / 1 625 hab.

Source : *Données tirées de Schepper, Bertrand. Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais, IRIS, Note socioéconomique, août 2018 **Données fournies par l'ACESO, État de situation 2017

À cet égard, la région revendique depuis de nombreuses années une mise à niveau de l'offre de formation postsecondaire sur son territoire afin de pouvoir former la relève nécessaire pour répondre aux besoins du marché du travail et freiner l'exode des étudiants en Ontario. À l'heure actuelle, on estime à près de 6 500 par année le nombre d'étudiants de l'Outaouais qui sont forcés d'aller poursuivre leurs études à Ottawa faute de programmes qui répondent à leurs intérêts dans la région, avec pour conséquence que 25 % d'entre eux ne pourront revenir travailler au Québec parce que leurs compétences ne seront pas reconnues. En 2017, l'Université d'Ottawa accueillait à elle seule près de 4 000 étudiants québécois par session alors qu'environ 30 % de la clientèle de la Cité collégiale provenait de l'Outaouais^{viii}. Pour la région, et pour les milieux ruraux en particulier, cela représente une importante perte de main-d'œuvre qualifiée dans un contexte de rareté de main-d'œuvre. Or, pour garder les jeunes en région, les acteurs insistent sur la nécessité de pouvoir leur offrir, chez eux, des programmes de formation en phase avec les créneaux d'avenir sur leur territoire et des opportunités d'emploi dans leurs domaines d'expertise.

Soins de santé : l'Outaouais toujours en queue de peloton

Dans le domaine de la santé et des services sociaux, tous les territoires de l'Outaouais sont aux prises avec des pénuries de services et des problèmes de recrutement de personnel, une situation attribuable en partie au contexte frontalier de la région. L'attrait de conditions de travail plus favorables de l'autre côté de la rivière, le manque de programmes de formation professionnelle sur la rive québécoise et la non-reconnaissance de certains diplômes d'une province à l'autre font en sorte qu'il est très difficile de compétitionner avec l'Ontario pour attirer et retenir de la main-d'œuvre qualifiée. L'accès aux soins de santé et aux médecins de famille, en particulier, est un enjeu de taille en Outaouais, qui a la triste réputation de faire partie des régions les moins bien desservies du Québec à ce chapitre. L'effectif global de santé, c'est-à-dire l'ensemble des médecins et du personnel infirmier, est inférieur à 13 intervenants pour 1 000 habitants, comparativement à un ratio moyen de 16,1 pour le Québec. Dans les régions les mieux nanties, telles que l'Estrie, Montréal, la Capitale-Nationale et la Gaspésie, ce ratio est supérieur à 20 et atteint même 25 dans le Nord-du-Québec. Entre 2012 et 2016, l'effectif en personnel infirmier a augmenté de 4,1 %, mais sans véritable impact sur le ratio, qui est passé de 10,20 à 10,38 intervenants par tranche de 1 000 habitants. Il s'agit du plus faible ratio au Québec après Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Montérégie, qui profitent de leur proximité avec Montréal. Le nombre de médecins par tranche de 1 000 habitants a quant à lui augmenté de 10,4 % dans la même période, mais demeure toujours bien en deçà de la moyenne québécoise et parmi les plus faibles, à 1,74 comparativement à 2,34.

En 2015, près d'un adulte sur quatre de l'Outaouais déclarait ne pas avoir de médecin de famille, et plus des trois quarts d'entre eux se trouvaient sur le territoire de la ville de Gatineau, alors que le Pontiac jouissait de la situation la plus enviable à ce chapitre avec moins d'une personne sur 10 sans médecin de famille^{ix}. Depuis l'abolition des agences de santé régionales cependant, l'accès aux services de santé est devenu un enjeu crucial dans les MRC rurales. Rappelons que la réforme Barrette a transformé radicalement la gouvernance du réseau de la santé en 2015 en fusionnant les cinq centres de santé et de services sociaux (CSSS) existants en une seule organisation centralisée à Gatineau (le CISSSO). Dans une étude sur les impacts de cette réforme pour le Pontiac, Santé Outaouais 2020 en arrive au constat que « la réforme Barrette a mis à mal, voire démolit, un système qui fonctionnait très bien » et que « le nouveau système n'est pas adapté à la dimension rurale où tout impact est ressenti plus vivement que dans des grands centres peuplés et riches en ressources de toutes sortes »^x. En ce qui concerne la qualité du service des urgences, les hôpitaux régionaux de Hull et de Gatineau obtiennent les pires scores du Québec avec une note de D+ et C- respectivement pour l'année 2017-2018. Les hôpitaux territoriaux, à l'inverse, font bien meilleure figure avec des notes de B+ pour l'hôpital de Maniwaki, de B pour l'hôpital de Pontiac et de B- pour ceux de Papineau et de Wakefield^{xi}.

Soulignons en terminant que les enjeux de la santé en Outaouais sont fortement liés à un problème de sous-financement gouvernemental chronique. Selon les données publiées par l'Institut national de recherche scientifique (IRIS)^{xii}, pour l'année 2015-2016, la région a reçu un financement en santé et services sociaux par habitant nettement inférieur à celui accordé à des régions comparables et ce, pour l'ensemble des programmes, mis à part le soutien à la déficience physique et l'aide à la dépendance. Globalement, le financement versé par le MSSS à l'Outaouais correspond à 75,4 % de la moyenne québécoise.

L'accès à Internet : une part importante de la population encore privée de ce service essentiel

Les lacunes importantes dans la couverture Internet constituent un autre frein majeur au développement des MRC rurales et de certains secteurs mal desservis malgré leur proximité avec le cœur urbain de la région. En fait, une partie importante du territoire de la région est encore privée d'un service Internet haute vitesse et d'un réseau de téléphonie mobile, des services pourtant considérés comme essentiels dans le monde numérique moderne d'aujourd'hui. Pour les acteurs du développement rencontrés pendant la tournée, l'accès à ce service est primordial pour attirer les familles, les travailleurs autonomes et les entrepreneurs, et pour assurer la vitalité et la croissance économique des milieux ruraux. Selon l'Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet, 88 % des ménages du Québec étaient branchés à Internet en 2016, et 94 % des ménages branchés avaient une connexion à Internet haute vitesse^{xiii}. Les données recueillies dans le cadre de cette enquête en 2012 nous apprennent que la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau était « la moins branchée de tout le Québec » avec 58 %, et que moins de la moitié des ménages branchés avaient accès à la haute vitesse. Les MRC de Pontiac et de Papineau se classaient aussi parmi les moins favorisées au Québec avec des taux de branchement à Internet et d'accès à la haute vitesse très inférieurs au reste de la région et parmi les plus bas au Québec. Certaines améliorations ont été apportées à la couverture Internet depuis 2012 et des investissements de 13 millions \$ ont été annoncés par le gouvernement fédéral au cours de la dernière année pour brancher quelque 3 200 nouveaux foyers de l'Outaouais à Internet haute vitesse, principalement dans des municipalités du Pontiac, de la Vallée-de-la-Gatineau et des



Collines-de-l'Outaouais^{xiv}. Mentionnons enfin que les difficultés d'accès à Internet en milieu rural et dans les secteurs mal desservis ne sont pas uniquement une question de non-disponibilité, mais aussi de coût du service. Selon les plus récentes données recueillies par l'ISQ pour l'ensemble du Québec, 46 % des ménages hors RMR et 64 % des ménages vivant dans une RMR qui n'étaient pas branchés à Internet haute vitesse déclaraient ne pas utiliser Internet en raison du coût trop élevé du service.

La cohésion sociale : un enjeu fortement lié à la barrière linguistique

Comme nous l'ont fait valoir de nombreux acteurs rencontrés pendant la tournée, la barrière linguistique est à l'origine d'une inégalité d'accès des populations anglophones et autochtones à l'information et aux services. Les anglophones, en particulier, sont défavorisés en termes d'offre de services par rapport à leurs homologues francophones et se sentent par conséquent négligés ou mis à l'écart. Cette absence de dialogue entre les deux communautés entraîne une importante méconnaissance de l'autre qui nuit au vivre-ensemble.

L'Outaouais se distingue par l'importance de la population de langue anglaise sur son territoire et par son taux de bilinguisme sensiblement plus élevé que dans le reste du Québec. Selon les données du recensement de 2016, la population du Pontiac est majoritairement anglophone (57 %), alors que près d'un résident des Collines-de-l'Outaouais sur quatre (23 %) déclare aussi l'anglais comme langue maternelle. Dans la Vallée-de-la-Gatineau et à Gatineau, les anglophones représentent respectivement 14 % et 11 % de la population, alors qu'ils ne forment que 5 % de la population dans la MRC de Papineau. Cela dit, plus de 40 % des résidents des MRC de Papineau et de la Vallée-de-la-Gatineau disent avoir une connaissance pratique de l'anglais et du français, tandis que 52 % de la population du Pontiac déclare être bilingue. C'est Gatineau et la MRC des Collines-de-l'Outaouais qui remportent

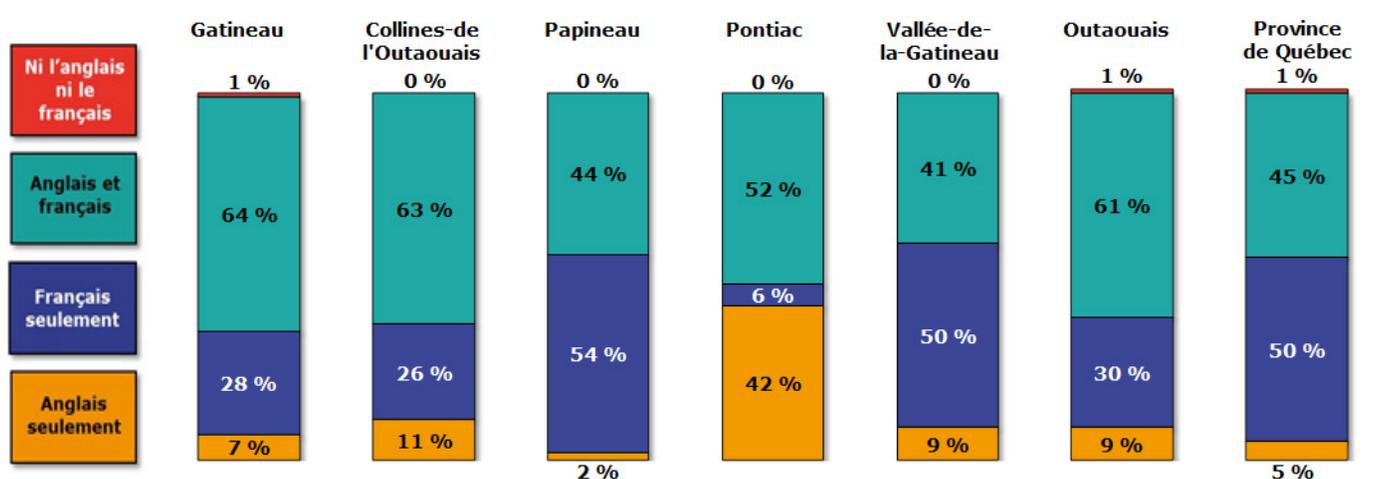
la palme du bilinguisme en Outaouais, avec des taux de 64 % et 63 %, ce qui est bien au-dessus de la moyenne québécoise de 47 %. À l'inverse, 1 % de la population de Gatineau ne parle ni l'anglais ni le français.

La présence de communautés anglophones et autochtones importantes sur le territoire, et la cohabitation de groupes linguistiques et culturels différents, posent des défis en termes de cohésion sociale à l'intérieur même de petites communautés. Dans la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau, où se situent les réserves indiennes de Kitigan Zibi et de Rapid Lake (ou Kitiganik), 23 % de la population est autochtone et 17 % de la population parle seulement l'anglais. Dans le Pontiac, la communauté autochtone forme 18 % de la population et près des deux tiers des résidents de cette MRC (64 %) s'expriment seulement en anglais. La proportion d'unilingues anglophones dépasse le quart de la population dans les Collines-de-l'Outaouais (26 %) et atteint 14 % à Gatineau. Fait à noter, c'est à Gatineau que l'on retrouve la communauté autochtone la plus nombreuse avec 10 420 personnes. Enfin, c'est la MRC de Papineau qui possède la population la plus homogène, avec seulement 8 % d'unilingues anglophones et 3 % de personnes ayant une identité autochtone.

L'enjeu de fierté et d'appartenance dans une région frontalière

L'enjeu de l'exode et de la dévitalisation touche aussi au sentiment d'appartenance, qui fait défaut dans l'ensemble de la région. Bien des acteurs déplorent à ce sujet le recul de la synergie régionale depuis la disparition de la CRÉ, ainsi que la perte d'outils importants pour aider les milieux à se maintenir en vie. La Vallée-de-la-Gatineau, notamment, est un territoire qui ressent fortement les disparités entre l'urbain et le rural, entre le sud et le nord, et où s'exprime un besoin de reconnaissance et de développement du sentiment d'appartenance. Le Pontiac, qui fait partie des régions les plus dévitalisées du Québec avec la Vallée-de-la-Gatineau, est un vaste

Figure 3 : Proportion de la population totale selon la connaissance des langues officielles, 2016



Source : Données du recensement de 2016, Statistique Canada

territoire à vocation agricole et forestière qui souffre d'un manque de reconnaissance et cherche à mettre davantage en valeur ses atouts. Avec son importante population anglophone et ses liens de proximité avec l'Est ontarien, cette région se sent particulièrement concernée par les enjeux frontaliers. Dans la MRC de Papineau, où l'exode des jeunes est au cœur des préoccupations à l'instar des autres territoires ruraux, on mise notamment sur la valorisation de la ruralité et de la qualité de vie pour contrer ce phénomène. Dans les Collines-de-l'Outaouais, ce sont les enjeux périurbains qui retiennent l'attention, comme la mobilité, le développement durable, la promotion de la culture et la qualité de vie. À Gatineau, les questions d'identité, d'appartenance et d'attractivité sont des préoccupations transversales à de nombreux enjeux de développement, autant sur le plan social qu'économique, et les défis associés à la situation frontalière de la ville sont étroitement liés aux problématiques soulevées par les acteurs.

En conclusion : l'impact économique des enjeux sociaux sur l'attractivité du territoire

À la lumière des enjeux abordés précédemment, il ressort clairement que la problématique de l'accès aux services est un facteur qui pèse lourd sur la capacité des territoires à retenir leurs jeunes, à garder leurs aînés, à attirer de nouveaux arrivants et à convaincre les entrepreneurs d'investir chez eux. Les aînés ont besoin de logements décentes et abordables, de conditions de vie intéressantes et d'un meilleur accès aux services sociaux et de santé. Les infrastructures (accès routiers, équipements de sports et de loisirs, etc.) ont besoin d'améliorations importantes pour faciliter l'accès aux services et rehausser la qualité de vie en général. Le système de transport en commun ne répond pas aux besoins et doit être bonifié. La couverture déficiente du réseau Internet et du réseau mobile a un impact important sur l'accès à l'information en plus de freiner le développement des entreprises. Tous ces enjeux convergent vers une préoccupation commune de tous les territoires pour la qualité de vie, ou ce que les acteurs de la MRC de Papineau appellent « l'indice du bonheur ».

Tous les acteurs rencontrés au cours de notre tournée s'entendent pour dire que la solution aux enjeux de rétention et d'attractivité repose en grande partie sur une amélioration de l'accès aux services. Pour s'attaquer à la problématique de l'exode des jeunes, en particulier, il est nécessaire d'arriver à une meilleure concordance entre les emplois à combler et les compétences disponibles et d'offrir des programmes de formation professionnelle adaptés aux créneaux d'avenir. L'exode des jeunes est d'ailleurs intimement lié à la pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs domaines et corps de métier, un phénomène qui touche autant la Ville de Gatineau que les MRC. La nécessité pour le milieu de l'enseignement de tisser des ponts avec les entreprises du milieu ainsi que la capacité d'attirer de nouveaux investissements font partie des pistes de solution évoquées par les acteurs pour retenir les jeunes et inciter des immigrants et de nouvelles familles à venir s'installer. Pour contrer l'exode rural, les acteurs s'entendent aussi sur la nécessité de mettre en valeur la ruralité de l'Outaouais et de présenter une image positive de son potentiel. On constate cependant que la région souffre d'un problème d'identité et que, dans l'esprit de bien des gens, l'Outaouais se limite à Gatineau et qu'on parle très peu de ce qui se fait en dehors de Gatineau.

Ce portrait des multiples réalités sociales vécues en Outaouais et observées lors de notre tournée des territoires illustre clairement le fait que les enjeux de développement social influent directement sur le développement économique de la région. Le message que nous avons entendu de la bouche des acteurs à ce sujet est d'ailleurs sans équivoque : le développement social a une « valeur économique » qu'il est important de déterminer pour mieux comprendre l'impact de certaines problématiques et ainsi amener les acteurs œuvrant dans différents secteurs à travailler ensemble autour d'une vision commune.

i L'âge moyen en 2017 était de 40,8 ans, comparativement à 42,1 pour l'ensemble du Québec. Source : ISQ, *Panorama des régions*, 2018.

ii ISQ, *Évolution du marché du travail dans les MRC*, Bulletin Flash, décembre 2018.

iii L'Indice du logement locatif évalue l'état de santé des logements locatifs en termes de loyers moyens, de dépenses excessives et de surpeuplement. Cet outil permet de connaître le montant des loyers dans différentes régions du pays, de comparer la disponibilité de loyers modiques, de situer les endroits où des logements sont surpeuplés et de constater à quels endroits les logements sont les plus chers. <https://rqoh.com/indexedulogementlocatif/>

iv Le classement sur 98 des 4 MRC s'établit comme suit : Collines, 67; Papineau, 68; Vallée-de-la-Gatineau, 72; et Pontiac, 79.

v Statistique Canada considère qu'un ménage éprouve des « besoins impérieux en matière de logement » lorsqu'il occupe un logement inadéquat et qui nécessite des réparations majeures, qu'il doit consacrer plus de 30 % de son revenu aux frais de logement, ou que son logement est trop petit pour répondre à ses besoins, et lorsque son revenu ne lui permet pas de payer les frais de logement d'un logement approprié et adéquat dans sa communauté.

vi Les données sur le taux de diplomation au secondaire sont tirées de la plateforme Cartojeunes, publiées dans le Journal de Québec le 9 septembre 2018 sous le titre « 1 jeune sur 2 sans diplôme dans certaines régions ».

vii Données tirées de *L'Outaouais, une région stratégique pour le Québec*, Front régional Outaouais, juin 2015.

viii ACESO-Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais, État de situation 2017.

ix CISSSO. Information-Pop 07, *La santé de l'Outaouais sous surveillance. L'accès à un médecin de famille en Outaouais : Portrait de la situation depuis le début des années 2000*, numéro 11, juin 2015. http://ciyss-ouataouais.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2017/02/InfoPop_juin_2015a-vWeb.pdf

x Santé Outaouais 2020. *La réforme Barrette et ses effets dans le Pontiac. Un système exemplaire écorché*, novembre 2017, p. 11.

xi Information tirée du Palmarès des urgences 2018, publié par *La Presse* à partir des données compilées par le ministère de la Santé. En ligne : <https://www.lapresse.ca/multimedias/palmares-des-urgences-2018/>

xii Schepper, Bertrand. *Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais. Retombées économiques d'un rattrapage*. Rapport de l'IRIS, Note économique, août 2018.

xiii Données non disponibles à l'échelle de la région pour 2016.

xiv Information tirée du journal *Le Droit* du 3 novembre 2018 – « Une iniquité à régler, dit Amos », p. 3.

ET SI L'ON PASSAIT À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE?

par Madeleine Lefebvre, agente de transfert de connaissances à l'ODO



Entrevue avec **Nicholas Greugny**, directeur général adjoint du Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais (CREDDO), au sujet de l'étude *L'économie circulaire, au cœur d'une transition dans les entreprises de l'Outaouais*.

Le CREDDO s'intéresse à l'économie circulaire et déploie beaucoup d'efforts pour inciter les entreprises de l'Outaouais à adhérer à cette vision de l'économie. En quoi consiste l'économie circulaire au juste, et pourquoi les gens d'affaires devraient-ils s'y intéresser?

L'économie circulaire, c'est simplement une forme d'économie basée sur l'utilisation optimale des matières qui circulent entre les entreprises au moyen de ce que l'on nomme des « synergies » entre elles. Par « matières », on entend les matériaux et tous les intrants dans la production, mais aussi les déchets ultimes, l'énergie utilisée et même les ressources humaines sollicitées. Concrètement, ça peut vouloir dire qu'une entreprise prend les « déchets » d'une autre entreprise – c'est-à-dire la matière non utilisée – pour combler l'un de ses besoins en énergie, ou que plusieurs entreprises partagent des sources d'énergie, des locaux ou des ressources humaines. Il existe des milliers d'exemples d'économie circulaire, et les possibilités sont infinies.

Les entreprises ont donc tout avantage à adopter des pratiques d'économie circulaire, car il y a des gains financiers à réaliser. En bonus, la circularité procure non seulement de grands avantages environnementaux, mais aussi des leviers de développement social intéressants, car on ne récupère pas que la matière en économie circulaire! On récupère aussi, parfois, des occasions

de développement de plus petites entreprises et d'intégration en emploi de citoyens. Cela dit, les gens croient souvent que c'est un truc uniquement environnemental. Or, la majorité des 19 initiatives de synergie interentreprises menées au Québec sont conduites par des organismes qui œuvrent à la fois au développement économique et au développement local.

Justement, le CREDDO a amorcé récemment une démarche territoriale d'économie circulaire sur 3 ans, intitulée Synergie Outaouais, qui vise à identifier des occasions de synergie entre les entreprises de la région, à développer des outils et des offres de formation pour accompagner les entreprises, et à déployer une table de concertation dédiée au secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). En quoi l'étude que vous avez réalisée était-elle une étape importante de ce projet global?

L'étude *L'économie circulaire, au cœur d'une transition dans les entreprises de l'Outaouais* nous a permis de prioriser nos efforts. Pour bien amorcer ce chantier de travail sur l'économie circulaire, il fallait commencer par déterminer quels secteurs présentaient les meilleures opportunités de synergie entre les entreprises en vue de mener des projets pilotes. L'étude s'est attardée aux flux des matières des entreprises de l'Outaouais, à leurs matières résiduelles, à leurs actifs, à l'énergie utilisée, etc., et il en est ressorti que les déchets de construction non métalliques – comme l'asphalte et le béton – et le bois avaient un potentiel énorme de circularité, de mise en valeur. Ils représentent à eux seuls 50 % des matières générées en Outaouais.

Les déchets de construction non métalliques – comme l'asphalte et le béton – et le bois ont un potentiel énorme de mise en valeur. Ils représentent à eux seuls 50 % des matières générées en Outaouais.



L'économie circulaire nécessite de repenser le modèle d'affaires pour valoriser au maximum les ressources, mais quand on sait qu'en bout de ligne il y a des gains économiques, environnementaux et sociaux à réaliser, c'est motivant.

Ce sont 140 entreprises de l'Outaouais qui ont contribué à la réalisation du diagnostic présenté dans votre étude. Comment qualifieriez-vous leur intérêt envers l'économie circulaire?

Il est certain qu'il reste de la sensibilisation à faire, car près de la moitié des entrepreneurs ne connaissent pas le concept d'économie circulaire ou pensent que c'est compliqué. En fait, souvent, leur entreprise en fait déjà, à certains égards! Ils partent donc rarement de rien. Il est vrai que l'économie circulaire nécessite de repenser le modèle d'affaires pour valoriser au maximum les ressources, mais quand on sait qu'en bout de ligne il y a des gains économiques, environnementaux et sociaux à réaliser, c'est motivant. D'ailleurs, 78 % des entreprises sondées dans le cadre de cette étude ont exprimé le souhait de participer à un programme d'économie circulaire. L'intérêt est donc là, mais il reste à faire le pas de plus vers des actions concrètes.

Pour joindre le CREDDO

819 772-4925

info@creddo.ca

creddo.ca

Si, demain matin, une entreprise de l'Outaouais décide de franchir ce pas vers l'action et d'aborder plus concrètement la question de l'économie circulaire, par où devrait-elle commencer?

Elle doit appeler le CREDDO! Sans blague, nous travaillons déjà avec plusieurs entreprises de la région : 22 ont été accompagnées de façon personnalisée jusqu'à présent. Quand une entreprise nous sollicite, nous lui fournissons de l'information, mais nous pouvons aussi aller plus loin avec elle, en fonction de ses désirs et de ses besoins. Par exemple, nous pouvons établir un diagnostic, évaluer ensemble les occasions de synergie, et examiner avec elle des façons concrètes d'entrer dans l'économie circulaire ou d'intensifier ses pratiques en la matière, si elle en a. On détermine aussi des indicateurs précis qui permettent de faire le suivi, de mesurer les avancées réalisées.

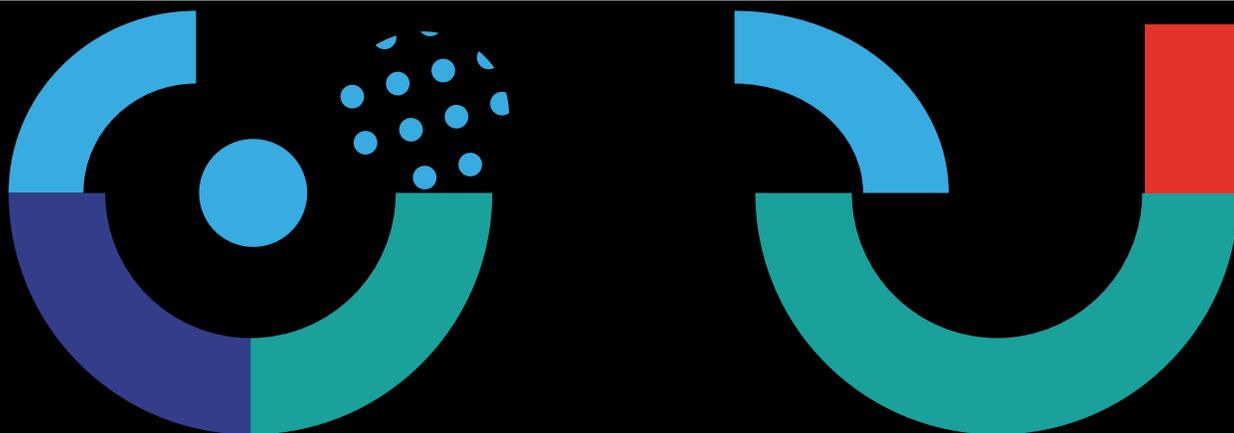
Nous avons également un recueil évolutif des bonnes pratiques en économie circulaire qui vient de sortir, par fiches thématiques virtuelles présentées périodiquement sur nos réseaux Internet et Facebook : le premier du genre au Québec! Mais ce qu'il faut retenir, c'est que l'économie circulaire, ce n'est pas quelque chose de trop complexe. C'est tout simplement une façon de mieux utiliser nos ressources, et c'est à partir des pratiques en place que l'on planifie des améliorations qui seront bénéfiques à la fois pour l'entreprise et pour son milieu.

À L'HORIZON

LA MISE À JOUR DU PORTRAIT DES COMMUNAUTÉS DE L'OUTAOUAIS

La relance du partenariat entre diverses organisations de la région en vue d'amorcer les démarches de mise à jour du Portrait des communautés - ces données sociodémographiques et sociosanitaires présentées à l'échelle des communautés, dans une visée d'empowerment des acteurs des différents milieux de vie - s'est mise en branle au printemps 2018. Le travail d'élaboration d'une vision commune, d'orientation de l'actualisation des données et de planification d'activités de transfert de connaissances est en cours. La mise à jour du Portrait des communautés de l'Outaouais sera prête au cours des prochains mois.

[Version antérieure du Portrait des communautés](#)



RECENSION D'ÉTUDES, RAPPORTS ET DOCUMENTS SUR PLUSIEURS ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS

Démographie

- [Le Bilan démographique du Québec, édition 2018](#), Institut de la statistique du Québec (ISQ)

Regroupe les plus récentes données sur l'évolution de la population, sa structure par âge, la fécondité, la mortalité, les migrations et la natalité. Les résultats font ressortir des tendances de fond de la société québécoise.

Économie

- [Perspectives 2019](#), Commission de la construction du Québec (CCQ)

Présente les prévisions 2019 dans le domaine de la construction pour l'ensemble de l'industrie et par secteur, pour la province comme pour chaque région, de même que les principaux projets de construction au Québec.

- [Prévisions économiques 2018-2019 - Perspectives régionales](#), Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)

Offre un complément des prévisions économiques 2018-2019 de l'APCHQ. Présente, pour chacune des régions APCHQ, des données relatives aux perspectives économiques et au marché du travail, et les tendances démographiques, afin de comprendre les conditions régionales.

- [Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec - Estimations 2017 - Outaouais](#), Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)

Présente de façon sommaire et graphique des données compilées de 2017 dans le domaine bioalimentaire en Outaouais.

- [La Fréquentation des arts de la scène au Québec en 2017](#), Observatoire de la culture et des communications du Québec

Présente une analyse des principaux résultats de l'Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec réalisée par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, en abordant les changements globaux de l'année 2017 et en analysant les données selon différentes variables comme le genre, la provenance et la région administrative des spectateurs.

- [Portrait économique des régions du Québec - édition 2018](#), Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MÉSI)

Propose un aperçu de la situation et de l'évolution des régions du Québec pour en saisir les caractéristiques, la dynamique, les forces et le potentiel d'amélioration. Document d'analyse interrégionale comptant une trentaine de sections, regroupées selon six grands thèmes : l'économie, la structure industrielle, l'investissement, le marché du travail, la démographie, l'entrepreneuriat.

Développement social

- [Rapport sur le marché locatif - Faits saillants - Québec 2018](#), Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)
- Présente différentes données relatives au marché du logement, comme les loyers moyens et les taux d'inoccupation, en comparant les régions métropolitaines de recensement (RMR) du Québec.

- [Décrochage scolaire au Québec. Dix ans de surplace, malgré les efforts de financement](#), ISQ. Présente une analyse des taux de diplomation dans les écoles publiques québécoises basées sur les données des dix dernières années.

- [Rapport statistique sur l'effectif infirmier 2017-2018 - le Québec et ses régions](#), Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ)

Décrit les caractéristiques démographiques, la formation, le secteur et la catégorie de l'employeur, la situation d'emploi, la fonction exercée et le domaine de pratique des membres de l'OIIQ qui avaient un emploi principal au Québec au 31 mars 2018, et présente une comparaison de ce portrait avec celui des quatre années précédentes.

- [Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire \(EQSJS\)](#), ISQ, et le [Communiqué de presse](#) du Centre de santé et de services sociaux de l'Outaouais (CISSSO).

Dresse un portrait de la santé physique et mentale, des habitudes de vie, de l'environnement social et de l'adaptation sociale des jeunes des écoles secondaires du Québec. Le communiqué présente les principales données qui concernent l'Outaouais.

- [Les jeux de hasard et d'argent au Québec et en régions](#), Gouvernement du Québec

Présente les statistiques de participation 2018 aux différents jeux de hasard et d'argent au Québec, avec les variantes régionales.

- [Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2017 \(EQDEM\)](#), ISQ

Traite de certaines caractéristiques des enfants québécois à la maternelle et de la proportion d'enfants vulnérables selon cinq domaines de développement : santé physique et bien-être, compétences sociales, maturité affective, développement cognitif et langagier, habiletés de communication et connaissances générales.

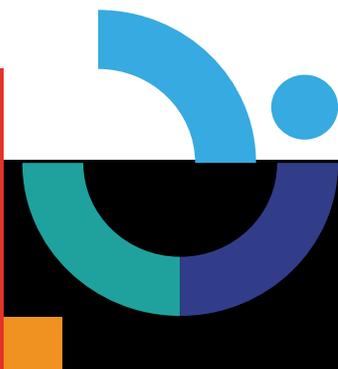
- [Portraits régionaux des bénévoles et du bénévolat](#), Réseau de l'Action bénévole du Québec

Dépeint, dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2022: un geste libre et engagé* du gouvernement du Québec, le portrait des bénévoles impliqués au Québec, autant ceux qui le font auprès d'organismes que ceux qui le font de façon non encadrée.

COUP D'OEIL SUR L'ODO

QUE SE PASSE-T-IL À L'ODO? POUR VOIR L'ENSEMBLE DES NOUVELLES ET ACCÉDER AUX DOCUMENTS RELIÉS, CONSULTEZ NOTRE [SITE INTERNET](#) !

L'ODO est heureuse d'accueillir au sein de son équipe Dominique Langlais (photo de gauche), étudiant à la maîtrise en éducation à l'UQO et Alexandre Dubé-Belzile (photo de droite), étudiant à la maîtrise en études langagières à l'UQO également. Tous deux sont auxiliaires de recherche et travaillent activement à la mise sur pied de la bibliothèque virtuelle Mirador, qui sera lancée cet hiver.



Pour informations

Madeleine Lefebvre
 Agente de transfert de connaissances
 819-595-3900, poste 2304
 lefema03@uqo.ca

[Abonnement/ Désabonnement à l'infolettre](#)

odooutaouais.ca



Observatoire
 du développement
 de l'Outaouais